

Martin Hirsch mis sous tutelle

En présentant, lors du comité technique d'établissement central le vendredi 13 avril 2018 sa dernière feuille de route, Martin Hirsch avouait tout bonnement sa mise sous tutelle. A l'évidence, l'AP-HP est dirigée par la ministre de la Santé et le directeur de l'Agence Régionale de Santé qui décident aujourd'hui, du haut de leur certitude, pour les 90 000 agents de l'institution.

Considéré comme trop optimiste sur l'augmentation de l'activité et donc les recettes, les tutelles obligent M. Hirsch à un nouveau tour de vis sur les charges. Après avoir resserré les sempiternelles dépenses de médicaments et autres dispositifs médicaux, le directeur général annonçait « le dur ». Il gèle la masse salariale, ce qui en terme compréhensible de tous se traduit par la suppression de 800 équivalents temps plein !

*Suppression
de 800 équivalents
temps plein !*

Martin Hirsch envisage plusieurs mesures :

- Réduction de l'enveloppe de remplacement de l'intérim, des heures supplémentaires,
- Réorganisation de la permanence des soins, des gardes, des astreintes,
- Non renouvellement des CDD,
- Non remplacement des congés annuels...



Rien de très précis par contre s'agissant de la transformation de l'AP-HP, tout juste a-t-il parlé de l'accélération des transferts de Raymond Poincaré sur Ambroise Paré, des activités de Jean Verdier sur Avicenne, de la révolution numérique sensée supprimer un certain nombre de postes, d'un fonctionnement d'équipes différent, de reconnaître les spécificités de l'AP-HP...

L'idée d'une plus grande autonomie des groupes hospitaliers fait son chemin, au point de s'inscrire dans une stratégie assumée, qui laisse entendre l'éclatement de l'unité de l'institution.

Il souhaite par ailleurs accélérer le processus de coopération interprofessionnelle, lui reste encore à obtenir l'enveloppe budgétaire du ministère pour d'un vœu pieux passer à une adhésion générale. Rien n'est garanti, il n'en a même pas construit l'argumentaire au-delà du principe.

SUD Santé dénonce cette mise sous tutelles, rien de bon en effet à attendre de la politique menée par le gouvernement.

Les mesures prises vont entraîner : une dégradation de nos conditions de travail, une non-validation de nos congés annuels, une augmentation de notre charge de travail...